

Paris, le 28 septembre 2023

L'UNSa Justice SG AC était conviée hier après-midi, place Vendôme pour la présentation du budget 2024 de la Justice.

Le budget 2024 du ministère de la Justice s'élève à 10.1 milliards d'€ soit 503 millions d'euros supplémentaires pour le service public de la Justice ce qui correspond à une hausse de 5,3 % pour l'année.

L'enveloppe relative aux crédits de rémunérations des agents du ministère (hors cotisations retraites) est de 5,1 milliards d'€ soit une hausse de 8 %.

Pour le secrétariat général :

- ✓ **Budget** : le secrétariat général disposera d'un budget de **702 millions d'euros pour 2024**.
- ✓ **Création d'emplois** : sur 2 110 créations attendues (en plus des départs à la retraite), **112** seront fléchées au secrétariat général afin de coordonner la politique publique de la Justice.
- ✓ **Mesures catégorielles** : Sur une enveloppe totale 170 M d'€, le secrétariat général disposera de **15,5 M d'€** dans le cadre des mesures transverses.

Les crédits d'investissements informatiques : 209 M d'€ sont alloués afin de poursuivre le plan de transformation numérique 2 qui s'articulera autour de trois projets :

- soutien des agents du ministère au travers du recrutement de techniciens informatiques de proximité ;
- modernisation des logiciels métiers ;
- développement de la procédure pénale numérique.

Les crédits d'action sociale : 43 M d'€ sont alloués pour 2024 afin de renforcer la politique d'action sociale du ministère avec 3 axes prioritaires :

- développer la politique d'aides aux familles ;
- réduire les restes à charges en termes de service de restauration ;
- faciliter l'accès au logement et à la propriété pour les agents, notamment en ajustant le prêt bonifié immobilier.

D'ores et déjà l'UNSa Justice SG AC déplore le manque d'ambition de ce budget qui correspond peut être aux objectifs du gouvernement mais malheureusement pas à l'amélioration des conditions de travail ni à la reconnaissance des agents.

Nous attendons donc avec précision sa déclinaison au sein du secrétariat général et de l'administration centrale, s'agissant notamment des 112 créations d'emplois.



Prochaine étape : réunion de présentation détaillée du budget du secrétariat général et de l'administration centrale.